

Note méthodologique de la fiche recto verso

Les enquêtes sur les diplômés 2017 de Licence professionnelle et de Master issus de la formation initiale ont été réalisées du 1^{er} décembre 2019 au 30 avril 2020 par l'ORESIPÉ. Le questionnaire utilisé est en partie imposé par la Direction générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle (DGESIP). Les réponses ont essentiellement été collectées par le biais d'un questionnaire en ligne suivi de relances téléphoniques.

■ Définitions

Taux d'insertion professionnelle : c'est le rapport du nombre de diplômés en emploi à la population active (sommés des diplômés en emploi et des chômeurs).

Emplois stables : il s'agit d'emplois sur contrat à durée indéterminée, de titulaires de la fonction publique et de travailleurs indépendants ou libéraux.

Emplois précaires : il s'agit d'emplois sur contrat à durée déterminée, sur contrat intérimaire, sur contrat aidé ...

Revenu net mensuel : correspond au salaire net mensuel avec les primes et le 13^e mois en € hors temps partiel des emplois situés en France et, entre parenthèses, à l'étranger. A titre indicatif, le SMIC mensuel net au 1^{er} décembre 2019 était de 1204,20€.

Le revenu net mensuel médian sépare la population en deux parts égales.

Les résultats des études et enquêtes de l'ORESIPÉ sont consultables et téléchargeables sur

oresipe.unistra.fr

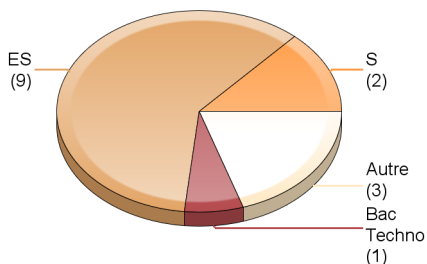
Enquête sur le devenir des diplômés 2017 de Master (Formation Initiale)

Droit bancaire et financier (Erasmus Mundus)

Faculté Droit Sciences Politiques et Gestion

Profil des répondants

Répartition par type de baccalauréat



Genre



Académie du bac

Académie	Effectifs
Bas-Rhin	7
Haut-Rhin	3
Nancy-Metz	1
Autres académies	1
Etranger	3
Total	15

Régime d'inscription

Régime	Effectifs
Apprentissage	0
Initiale	15
Reprise d'études non financée	0
Total	15

Taux de réponse

Diplômés	21
Réponses	15
Taux de réponse	71%

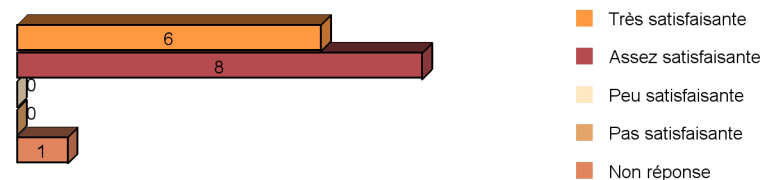
Situation principale au 01-12-2019

Situation	Effectifs
Emploi ¹	11
Recherche d'emploi	0
Inactivité	2
Poursuite / reprise d'études	2
Total	15

¹ Les doctorants ayant un contrat spécifique au doctorat sont considérés comme étant en emploi.

La formation

Avis sur la formation reçue



Adéquation emploi et niveau de qualification



... secteur disciplinaire



A retenir

	18 mois	30 mois
Taux d'insertion professionnelle	89%	100%
Taux d'adéquation emploi et niveau de qualification	88%	91%
Durée moyenne à l'obtention du premier emploi	1,1 mois	
Revenu net mensuel médian ²	- (2775) €	2143 (4285) €
% ayant un emploi stable ³	88%	100%

² Le revenu net mensuel médian sépare la population en deux parts égales.

Entre parenthèses, le revenu net mensuel médian des emplois situés à l'étranger.

³ Emplois stables : il s'agit d'emplois sur contrat à durée indéterminée, de titulaires de la fonction publique et de travailleurs indépendants ou libéraux.

Les résultats des études et enquêtes de l'ORESIFE sont consultables et téléchargeables sur

oresipe.unistra.fr

* Autres : DU, licence professionnelle, diplôme de niveau Bac +2, diplôme de l'Espé (autre que master MEEF) ...

Les poursuites d'études immédiates (en 2017-2018)



■ Poursuite d'études à l'Unistra ■ Poursuite d'études hors Unistra

Caractéristiques de l'emploi occupé au 01-12-2019

Mode d'obtention

	Effectifs
Suite à une période d'alternance	1
Suite à un stage intégré dans vos études	0
Suite à la réussite à un concours	1
Par pôle emploi	0
Par une annonce dans la presse	0
Par une annonce sur un site web de l'université	0
Par une annonce sur un site internet	0
Par approche directe : candidature spontanée	4
En créant ou reprenant une entreprise	2
Par un cabinet de recrutement, agence d'intérim	0
Par l'association d'anciens diplômés	1
Par votre réseau relationnel	1
Non réponse	1
Total	11

Type de contrat

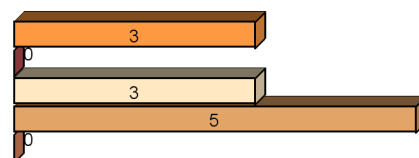
	Effectifs
Emplois stables	11
Emplois précaires	0
Non réponse	0
Total	11

Professions et catégories socioprofessionnelles



■ Ingénieurs - Cadres
 ■ Professions intermédiaires
 ■ Ouvriers - Employés
 ■ Non réponse

Localisation géographique



■ Alsace
 ■ Reste du Grand Est
 ■ Reste de la France
 ■ Etranger
 ■ Non réponse

Revenu net mensuel (avant prélèvement à la source)

Médiane	2148 (4285) €
Minimum	1560 (2120) €
Maximum	3129 (5417) €
Moyenne	2246 (4027) €
Concernés	4 (4)

Entre parenthèses, le revenu net mensuel médian des emplois situés à l'étranger.

Type d'employeurs

	Effectifs
Entreprise publique	0
Entreprise privée	7
Fonction publique	1
Association	0
Prof. libérale ou indépendante	3
Non réponse	0
Total	11

Répertoire des secteurs d'activités, des emplois occupés et des missions exercées au 01-12-2019

Secteurs d'activités

1. Activités financières et d'assurance (6 diplômés)
2. Activités spécialisées, scientifiques et techniques (2 diplômés)
3. Administration publique (hors enseignement)
4. Activités de services administratifs et de soutien

Liste des emplois occupés

1. Analyste sécurité financière
2. Attaché(e) à la Direction - Juriste
3. Avocat(e) (3 diplômés)
4. Juriste (2 diplômés)
5. Juriste en droit des affaires
6. Juriste en financements structurés et marchés
7. Juriste junior

Exemples de missions réalisées

1. Contrôle de conformité LCB-FT et Sanctions / Embargos : Rédaction des déclarations de soupçons, traitement des réquisitions judiciaires et droit de communication, identification des bénéficiaires effectifs des relations d'affaires. Veille à la sécurité financière, rédaction de procédures, formation des équipes, veille réglementaire, contribution à des reportings hebdomadaires, mensuels, annuels...
2. Contentieux judiciaire en fiscalité indirecte (TVA)
3. Rédaction et négociation des contrats, rédaction des statuts et autres documentations, conseil juridique de clients
4. Contrôle de conformité
5. Conseil juridique dans le contentieux commercial et droit des affaires
6. Structuration de financements (crédits syndiqués, titrisation, solution sur mesure), supervision juridique des activités de la salle des marchés (produits dérivés, contrats ISDA, GMSLA, GMSRA), supervision juridique des émissions de produits structurés, de notes fiduciaires, supervision juridique des véhicules d'émissions, véhicules de financement. Veille réglementaire sur les financements structurés et les activités de marchés financiers
7. Secrétariat juridique